

<http://divergences.be/spip.php?article370>



Afrique : la Chine, nouvelle puissance impérialiste ?

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2007 - N° 7 Mai/ May2007 - International - Afrique -

Date de mise en ligne : lundi 14 mai 2007

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Alors que la Chine devient, avec la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis, une des principales puissances impérialistes en Afrique, les communistes libertaires d'Afrique du Sud s'interrogent. Comment stopper la xénophobie antichinoise dans le prolétariat ? Pretoria peut-il devenir un agent de la politique de Pékin sur le continent ? Pourquoi le Parti communiste sud-africain, à la suite de l'ANC, révèle-t-il depuis quelques années une ligne prochinoise ?

<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L113xH400/1-5-dea4f.jpg>

Les révolutionnaires d'Afrique anglophone ont toujours vu la Grande-Bretagne et la France comme les principales puissances impérialistes sur le continent, mais d'autres forces sont en train d'émerger pour défier leur domination postcoloniale - et il ne s'agit pas seulement des États-Unis.

Normalement, les communistes libertaires sud-africains verraient une ancienne colonie britannique comme l'Afrique du Sud agir dans la région comme une puissance impérialiste secondaire, au nom des grandes puissances capitalistes et de sa propre classe dirigeante. Une sorte de police régionale : si les intérêts britanniques au Swaziland sont menacés par un mouvement démocratique, nous sommes sûrs que les militaires sud-africains interviendront - comme ils l'ont fait au Lesotho en 1998 - pour protéger l'élite swazi.

Mais la scène internationale est en train de changer et aujourd'hui on voit la République populaire de Chine devenir un des plus puissants acteurs en Afrique, qu'elle supporte le régime génocidaire de Khartoum (Soudan) ou qu'elle s'embarque dans des projets de construction à grande échelle. Citons le nouvel aéroport de Luanda (Angola) en échange de 10.000 barils de pétrole brut par jour, ou le *Number One Stadium* à Kinshasa (République démocratique du Congo), une ville qui, avec sa statue géante en or de l'ancien dictateur Laurent-Désiré Kabila façon Mao, ressemble davantage à une ville sur le Yang Tsé Kiang qu'à une métropole congolaise. La ressemblance entre le drapeau de la République démocratique du Congo avant son changement cette année et le drapeau chinois était d'ailleurs trop criante pour ne pas être mentionnée.

Contrairement à l'Union soviétique en son temps, la Chine a réussi avec succès une transition du capitalisme d'État protectionniste (de l'ère maoïste) à un modèle néolibéral tourné vers l'export. Sa rapide croissance économique - orchestrée par le Parti communiste chinois (PCC) - et ses biens à bas prix pourraient permettre au pays de devenir, d'ici 2010, la plus grande puissance manufacturière du monde, devant les États-Unis.

Ce boom capitaliste s'est appuyé sur une répression brutale des classes ouvrières et paysannes. Les grèves sont illégales, les dissidentes et dissidents assassinés et 20% des foyers gagnent 42% des revenus urbains alors que les 20% les plus pauvres en gagnent seulement 6%.

Il faut cependant noter un net accroissement de la lutte des classes, avec un nombre de grèves passant de 8.150 en 1992 à 120.000 en 1999. En avril dernier, les habitantes et habitants du village de Huaxi dans la province de Zhejiang se sont battus au corps à corps et ont repoussé la police et les officiels locaux. En décembre à Dongzhou dans la province de Guangdong, des centaines de villageois et villageoises armées de dynamite et de cocktails Molotov ont attaqué la police après que celle-ci ait tué 20 villageois qui avaient protesté contre la saisie de leur terre en vue d'y construire une centrale éolienne. Une source proche du comité central du PCC a révélé l'an dernier que près de trois millions de travailleurs et travailleuses avaient pris part à des manifestations.

Tout ceci se déroule dans un pays où le salaire mensuel minimum est officiellement de 63 dollars, à comparer aux

45 et 55 dollars octroyés respectivement dans le Vietnam rural et urbain : des niveaux de salaire gagnés après des grèves violentes contre les patrons communistes. Un pays qui a probablement le chiffre le plus élevé du monde de morts à la suite des accidents miniers : le chiffre officiel de l'agence de presse Xinhua est de 5.986 morts pour 2005 seulement, ayant parfois pour conséquence des actes de vengeance contre le patronat par des mineurs armés de dynamite. Un pays qui héberge les opérations de multinationales telles que Nike et McDo dans des « zones de libre échange » pour y ouvrir des sweat shops.

Tandis que la terreur et la répression dopent l'économie chinoise, la classe dirigeante se tourne vers l'extérieur pour y trouver de la main d'œuvre à moindre prix, des matières premières et des sources d'énergie. L'Afrique, économiquement mise de côté depuis les années 1970, est soudainement devenue une terre convoitée. En 2005, l'ensemble de l'économie africaine a crû de 5 % - la croissance la plus forte depuis des décennies - tandis que la demande de matière première africaine s'envolait, les importations chinoises jouant un rôle clé. Les années 1980 et 1990 ont vu les investissements en Afrique dégringoler : en 1995 l'Afrique a reçu moins de 1% du total des investissements directs privés dans le « tiers monde ». Les capitalistes chinois (et sud-africains) contribuent aujourd'hui à rattraper ce retard, et la tendance s'inverse.

La Chine en Afrique

À l'époque de l'apartheid, la Chine faisait déjà clandestinement du commerce avec l'Afrique du Sud, tandis qu'en parallèle elle finançait des mouvements de libération dans le pays et dans les pays voisins comme le Zimbabwe. Depuis 1998, les relations officielles avec l'Afrique du Sud ont été rétablies.

Selon Martin Davies, directeur du centre d'études chinoises à l'université de Stellenbosch (qui est aussi un homme d'affaire ayant des intérêts à Shanghai), les échanges en 2005 entre la Chine et l'Afrique se montaient à 35 millions de dollars, les investissements chinois étant principalement axés sur l'industrie pétrolière, surtout au Nigeria, en Angola, au Soudan et en Guinée Équatoriale.

La piètre condition de ces pays n'a pas dérangé la dictature chinoise : que ce soit le manque total de démocratie en Guinée équatoriale, la guerre ethnique entretenue par l'État au Soudan ou le fait que le vol flagrant de pétrole par l'élite en Angola et au Nigeria a nourri les guerres civiles avec, respectivement, l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita) et le Mouvement pour l'émancipation du delta du Niger essayant de récupérer une part du gâteau.

Il n'est donc pas surprenant que des hélicoptères de combat chinois aient été utilisés contre des civils au Darfour (Soudan), comme le rapportent certaines ONG. La Chine - qui maintient un poste d'écoute électronique aux Comores - a accordé au Soudan une importante aide militaire entre 1996 et 2003, dont des avions de combat. Elle a convoyé des tonnes d'armes vers l'Éthiopie et l'Érythrée avant leur guerre frontalière de 1998 et elle a vendu des jets de combat et de l'équipement de brouillage au Zimbabwe (pour éviter que des diffusions externes ne soient entendues dans le pays).

La Chine et l'Afrique du sud

La Chine a bien huilé ses rouages capitalistes en Afrique en récoltant plus de un milliard de dollars sous forme de remboursement de dette dans 32 pays africains et la chaîne de télévision SABC a rapporté cette année que le commerce de l'Afrique du Sud avec la Chine croît de 26% par an.

L'Afrique du Sud est le principal partenaire commercial de la Chine en Afrique, avec un accroissement du commerce de 400% sur les six dernières années. L'Afrique du Sud fournit du minerai de fer et d'autres matières premières et

reçoit des biens manufacturés. Un nouvel accord commercial devrait normalement limiter les exportations chinoises de textile, mais renforcera la coopération dans certains domaines comme l'énergie nucléaire. Dans le même temps, le commerce de l'Afrique du Sud avec ses partenaires traditionnels comme la Grande-Bretagne se réduit.

Si, en Afrique du Sud, l'importance des relations avec la Chine est relativement limitée par la force et la diversité du capitalisme, en revanche dans les économies faibles comme celle de la Guinée Équatoriale, les investissements chinois ont un puissant impact. Le besoin qu'a la Chine de sécuriser ses fournitures de matières premières - par exemple de pétrole, en contournant le cartel de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) - signifie que l'on peut s'attendre à un renforcement des liens entre l'élite africaine et les puissances d'Extrême-Orient. Actuellement, l'Afrique procure environ 30% des importations de pétrole de la Chine.

Solidarité ou xénophobie ?

Mais que veut dire tout cet investissement en armes, en minerai et en pétrole ? Le Congress of South African Trade Unions (COSATU : Congrès des syndicats d'Afrique du sud, principale confédération syndicale du pays) s'est alarmé du compromis entre les gouvernements chinois et sud-africain et a prévenu que le pays étant submergé de vêtements chinois (en augmentation de 480% depuis 2003), et que l'industrie du textile domestique, déjà fragile (62.000 emplois perdus dans la même période), pourrait s'effondrer. Ainsi les dirigeants du Cosatu ont été bien embarrassés l'an dernier quand des membres de leur fédération du textile, la South African Clothing and Textile Workers' Union (SACTW, Syndicat des travailleurs et travailleuses des vêtements et du textile), ont protesté contre le fait que les t-shirts rouges de la confédération étaient fabriqués en Chine. Pourtant de nombreuses usines de textile chinoises ont été délocalisées en Afrique pour contourner les quotas européens et américains sur les importations chinoises, mais elles ont aussi amené avec elles des conditions de travail brutales. En même temps, le Cosatu et son allié, le Parti communiste sud-africain (PCSA), continue de louer la Chine en tant que pays socialiste !

Mais aucun de ces positionnements n'est juste. La campagne du Cosatu « Afrique du sud : à vendre » n'empêchera en rien les importations chinoises à bas prix. Cela nourrit un racisme antichinois qui gagne la classe ouvrière. Cela suggère aussi que tous les Sud-Africains, les capitalistes comme les travailleurs et les travailleuses, ont un intérêt commun. Rien n'est plus faux : les capitalistes sud-africains ne sont pas les amis des travailleurs sud-africains.

De plus, le programme GEAR (Growth, Employment and Redistribution - « croissance, emploi et redistribution ») de l'African National Congress (ANC) est axé sur le libre-échange, donc il est peu probable que les importations diminuent de façon significative. Le Cosatu se retrouve donc à faire appel de façon dérisoire à la morale et au patriotisme de la classe dirigeante sud-africaine - des appels qui ne mèneront à rien. Les capitalistes sud-africains ont fait un pacte avec les capitalistes chinois : si ces rivaux peuvent s'unir, pourquoi la classe ouvrière ne peut-elle pas en tirer la leçon et prendre la défense des travailleurs et travailleuses chinoises ?

L'entremise du PC sud-africain

Les programmes GEAR et Nepad [\[1\]](#) ont déjà essayé par le passé d'attirer plus d'investissements étrangers et de stimuler le commerce. La Chine répond à ces deux objectifs. Pendant ce temps, le ministre du Renseignement sud-africain (et ancien membre du bureau politique des Jeunesses communistes), Ronnie Kasrils, dans un livre *China Through the Third Eye : South African Perspectives* - financé par la chambre de commerce et d'industrie de la Chine en Afrique du Sud - s'enthousiasme pour le boom de la construction que connaît la Chine, dont le projet controversé des trois barrages sur le Yang Tsé Kiang, qui déplacera un million de personnes, « est le rêve de tout ingénieur en construction ». C'est une bonne chose semble-t-il : « Si la Chine veut rester une économie durable, elle doit accélérer la transition d'une société rurale à une société urbaine, d'une économie d'agriculture à une économie industrielle. »

Joel Netshitenzhe, le porte-parole du gouvernement sud-africain, déclare dans le même ouvrage que « l'Afrique du Sud et la Chine partagent des buts communs vu que les deux pays se consacrent à assurer une vie meilleure à leurs citoyens. Les deux ont pour but de réduire la pauvreté ». Étant donné la pauvreté du peuple chinois dont l'État est responsable, on peut se demander ce que Netshitenzhe a en tête quand il félicite la machine de propagande chinoise pour « la rigueur avec laquelle la Chine utilise l'information pour mobiliser les gens autour d'objectifs communs et d'une vision partagée ».

On a froid dans le dos en lisant ses commentaires admiratifs sur la « diversité d'opinions » dans les médias chinois, tout en ignorant scrupuleusement la censure d'État et la complicité des moteurs de recherches occidentaux tel que Yahoo et de l'aide qu'ils donnent à la Chine pour l'emprisonnement des dissidentes et dissidents politiques. Le point de vue de Jeremy Cronin, le secrétaire général et député du PCSA, est encore plus révélateur. Le PCSA, terrifié que la dernière parcelle « existante de vrai socialisme » en Chine soit jetée aux ordures avec la restructuration des entreprises d'État, y a envoyé une délégation en 2001 pour constater la situation.

Cronin et sa délégation furent impressionnés par leurs hôtes du PCC : il cite un document de 1999 émanant du comité central disant que « l'économie publique, qui inclut l'économie d'État, est la base économique du système socialiste chinois... La Chine doit toujours s'appuyer et mettre en avant le rôle important des entreprises d'État pour développer les forces productrices de la société socialiste et concrétiser l'industrialisation et la modernisation du pays... » La Chine, semblerait-il, est capitaliste en même temps que socialiste ! Quelles conclusions doit-on tirer d'une telle confusion ? « Pour diriger les entreprises d'État en général, des efforts doivent être faits pour établir un système de direction et des systèmes organisationnels et managériaux, qui soient conformes aux lois de l'économie de marché et à la situation actuelle en Chine, pour permettre aux organisations du Parti de devenir le cœur politique des entreprises et pour adhérer au principe de reposer de tout son cœur sur la classe ouvrière... » En effet le miracle chinois « repose de tout son cœur » sur la classe ouvrière... avec tout le poids de l'exploitation et de la terreur !

La relève de la garde ?

En fin de compte, le communisme chinois se révèle enfin comme n'étant rien de plus qu'un programme de modernisation dirigé par des gourous du management qui occupent aussi un poste au Parti ! Et le Parti lui-même se révèle comme n'étant qu'une clique de commissaires politiques qui dirigent la classe ouvrière !

Cronin admet que la délégation « n'a pas eu suffisamment de temps pour jauger du degré auquel » le comité central est engagé vis à vis de la « prise de décision démocratique » et « du statut [des travailleurs et travailleuses] en tant que maîtres de leur propre entreprise », mais pense qu'il est significatif que ces mots aient été mis sur le papier.

Cronin fait l'apologie du régime et du « projet assez clairement socialiste [qui] en émane. » « Il n'y a aucune raison, suggère-t-il, pour que les marchés n'existent pas sous le socialisme » - une interprétation libérale qui permet la coexistence avec « un secteur privé des services de petite et moyenne taille ». On a du mal à savoir d'où « émane » le socialisme...

D'une pensée économique byzantine comme celle-ci découle des politiques confuses, basées sur les critères de l'économie de marché plutôt que sur les besoins des gens et où, selon Cronin, l'augmentation des salaires dans le secteur public, mise en place seulement pour stimuler la demande des marchés, est qualifiée de « socialiste ». Ce que nous avons, au final, est un gouvernement ANC/PCSA qui, non seulement, fait du commerce avec le plus grand État totalitaire du monde, mais qui de surcroît se mue de plus en plus en un État ouvertement capitaliste et antisocial, ce que seule son exaltation poétique empêche Cronin de comprendre. Le capitalisme d'État du PCSA est enfin parvenu à trouver, dans l'exemple chinois, un mariage heureux avec le néolibéralisme.

Protectionnisme ou lutte de classe

Les biens chinois sont bon marché parce que le travail chinois est bon marché. Si le Cosatu veut protéger les emplois locaux - et montrer son engagement dans la lutte des classes internationale - il devrait soutenir les syndicats libres chinois et la lutte des classes en Afrique du Sud. Le capitalisme néolibéral se nourrit de la mise en concurrence du travail bon marché d'un pays avec celui d'un autre pays, dans une infernale course vers le bas. La seule solution est la solidarité internationale dans la lutte des classes, en commençant par la revendication d'un salaire minimum international et des droits syndicaux universels.

La Chine a une fière tradition de lutte des classes - et cela en-dehors du PCC ou de Mao ! En 1913, les anarcho-syndicalistes mirent en place le premier syndicat à Canton. Dans les années 1920, ils et elles défiaient le syndicalisme réformiste ou communiste des grands centres industriels tel que Shanghai. Dans les années 1930, des mouvements de paysans anarchistes armés contrôlaient de large partie du territoire dans les provinces de Fujian au sud et de Jilin en Manchourie et, dans les années 1940, des guérillas anarchistes combattaient l'impérialisme japonais au côté des communistes. Mais après la prise de pouvoir par Mao en 1949, les 10.000 militants et militantes anarcho-syndicalistes que comptait la Chine ont dû continuer leur action de façon clandestine et les guérillas à la Makhno, comme le Chu Cha Pei, ont été obligées de se replier dans les collines du Yunnan d'où elles continuèrent à harceler la nouvelle classe dirigeante dirigée par Mao et son entourage de seigneurs de la guerre et de capitalistes d'État.

Alors que l'Afrique devient de plus en plus le terrain de jeu d'un impérialisme chinois avide de pétrole, on peut se demander si le gouvernement essaiera d'imiter les pires aspects de la « paix sociale » à la chinoise. Une possibilité qui serait un sérieux défi pour la classe ouvrière.

Anarchisme ou marxisme ?

Nous n'avons aucun intérêt à suivre les gens de gauche qui espèrent mettre fin au « retour du capitalisme » en Chine : la Chine a été capitaliste depuis que Mao a pris le pouvoir et tout révolutionnaire chinois devrait abandonner le marxisme et sa variante maoïste. Nous ne pouvons pas non plus être d'accord avec ce que dit la direction du PCSA, à savoir que la Chine est, en fait, socialiste.

Le capitalisme est un système de classes, et un système de classes implique une lutte des classes. Tôt ou tard la classe ouvrière chinoise redécouvrira sa fière tradition combative et prendra en main sa destinée en chassant les dirigeants parasites du Parti et les capitalistes - ce qu'en chinois on nomme wuzhengfugu gonchan : « production en commun sans gouvernement », en un mot le communisme libertaire - et enterreront le PCC.

Mais en attendant, nous devons nous poser des questions plus graves dont les implications dépassent nos frontières : la Chine va-t-elle remplacer la Grande-Bretagne en tant que puissance impérialiste - une relève de la garde en quelque sorte - amenant l'Afrique du Sud à s'embarquer dans des expéditions militaires en Afrique pour protéger les intérêts capitalistes chinois ? Tous les anti-impérialistes sérieux doivent prendre en considération la possibilité d'une Afrique nouveau champ de bataille entre les intérêts impérialistes occidentaux et chinois, et unir les peuples du continent dans la bataille contre les barons du pétrole.

Lucien van der Walt et Michael Schmidt

Traduit de l'anglais (Afrique du Sud) par Rémi (AL Montrouge)

[1] Le *New Partnership for Africa's Development* (*Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique*) est un projet de recherche d'investissements pour l'Afrique, initié par cinq chefs d'État du continent, dont le sud-africain Thabo Mbeki, en juillet 2001.